

APPEL À PROJETS

Dispositif 501 « Porter un projet LEADER »
PROGRAMME REGIONAL FEADER 2023-2027 AUVERGNE-RHONE-ALPES
GAL AUVERGNE-RHONE-ALPES TERRES DE DAUPHINÉ 2023-2027

**Fiche-Action n° 2 « Développer l'économie de proximité et l'emploi
sur le territoire »**

**AAP 09 «Développer les services pour favoriser l'attractivité écono-
mique»**

Référence PDA : 501- AURGAL013-FA2-AAP09

Date d'ouverture de l'appel à projet : 05/02/2026

Date limite de dépôt des candidatures : 15/12/2026

Table des matières

1 Description du dispositif.....	2
2 Porteurs de projets éligibles.....	2
3 Conditions d'éligibilité.....	3
4 Dépenses.....	3
4.1. Dépenses éligibles.....	3
4.2. Dépenses inéligibles.....	3
4.3. Plancher et plafond de mes dépenses.....	4
5 Les engagements à respecter dans le cadre de cet appel à candidatures/ projets.....	4
6 Modalités d'attribution de l'aide pour mon projet.....	4
6.1. Financeurs possibles.....	4
6.2. Modalité de calcul de l'aide.....	4
7 Base réglementaire.....	5

1 DESCRIPTION DU DISPOSITIF

Le territoire Terres de Dauphiné souhaite contribuer au développement et à la relocalisation de l'économie, en développant les commerces et les services pour favoriser l'attractivité.

La fiche action "développer l'économie de proximité et l'emploi sur le territoire" a pour objectif de favoriser les démarches positives socialement et environnementalement, en s'appuyant sur les ressources et les atouts de son territoire, d'améliorer les services contribuant à l'attractivité économique du territoire, et de faire se rencontrer l'offre et la demande d'emploi.

L'appel à projets "Développer les services pour favoriser l'attractivité économique" est lancé afin de

- Soutenir la création et le développement d'outils, d'espaces et de services mutualisés à destination des acteurs locaux
- Favoriser et maintenir un commerce de proximité et itinérant

Sont soutenues les actions de

- Création d'outils et de services numériques, études et expertises, actions d'animation, de communication et de formation, travaux et aménagements, acquisition de matériels et équipements permettant :
 - le déploiement de services et commerces itinérants contribuant aux transitions écologiques et énergétiques ;
- Création d'outils et de services numériques, études et expertises, mission de maîtrise d'œuvre, actions d'animation, de communication et de formation, travaux et aménagements, acquisition de matériels et équipements visant à :
 - Soutenir la création et le développement d'outils, d'espaces et de services mutualisés à destination des acteurs locaux ;
 - Soutenir la création, le maintien et le développement de commerces de proximité (surface ≤ 400 m²) ;

Sont inéligibles les projets suivants :

- Les projets visant le développement d'offres et de services touristiques éligibles à l'AAP tourisme écoresponsable 4 saisons.
- les projets éligibles aux autres dispositifs européens FEADER/FEDER/FSE. Se renseigner auprès de vos conseillers LEADER.

2 PORTEURS DE PROJETS ÉLIGIBLES

Peut présenter un projet à cet appel à projets :

- Toute personne physique ayant un numéro de siret ou morale

Sont inéligibles :

- Les bénéficiaires définis comme inéligibles dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER » ;
- Les indivisions ;

3 CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

Les conditions d'éligibilité sont les obligations qui doivent être remplies au moment de la sélection pour que le projet soit éligible au présent dispositif. Ces conditions sont les suivantes :

- Le porteur de projet doit respecter les règles communes à toutes les aides FEADER consultables sur le site du Guide des aides de la Région Auvergne Rhône-Alpes <https://www.auvergnerhonealpes.fr/aides>, dans la rubrique « Déposer une demande » du dispositif concerné.

Conditions d'éligibilités	Modalités de vérification
La fiche projet doit être jointe à la demande d'aide	Vérification par le service instructeur à la demande d'aide
Dans le cas d'une opération récurrente, un porteur de projet ne pourra bénéficier que d'une seule aide LEADER.	Vérification à la demande d'aide par le service instructeur. En cas de doute, le service instructeur pourra demander au porteur de projet un argumentaire démontrant en quoi le projet n'est pas qu'une reconduction de l'opération précédemment financée.
Les commerces de proximité devront avoir une surface inférieure ou égale à 400 m ² destinés à l'accueil des clients (hors pièces de stockage, buanderie, etc..)	Plan à fournir par le porteur de projet, vérification à la demande d'aide par le service instructeur
Les projets portant sur la création d'un commerce alors qu'il existe déjà un commerce aux activités similaires sur la commune ne sont pas éligibles. Le code NAF des entreprises servira de référence.	Vérification à la demande d'aide par le service instructeur.
Pour les projets de travaux, aménagements, acquisition de matériels et d'équipements portés par des commerces ou services marchands : l'activité doit être unique dans son type dans la commune. Le code NAF des entreprises servira de référence.	Vérification à la demande d'aide par le service instructeur.

4 DÉPENSES

4.1. Dépenses éligibles

❶ Les dépenses doivent être supportées par le bénéficiaire, être nécessaires à la réalisation de l'opération et comporter un lien démontré avec celle-ci.

Peuvent être financées les dépenses suivantes :

Dépenses au réel

Toute dépense directement liée à l'opération (hormis les dépenses indirectes), dans le respect des conditions suivantes :

- Les dépenses peuvent être prises en charge au réel pour toutes dépenses (matérielles et immatérielles) directement liées à l'opération y compris :
 - Le matériel d'occasion selon les conditions précisées dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER »
 - les dépenses de déplacement de personnes non rémunérées par la structure ou les dépenses de déplacement hors France métropolitaine
 - Tout devis ou facture inférieur à 100 HT

- Les dépenses peuvent être prises en compte sous forme de coûts simplifiés conformément au document « Les règles communes à toutes les aides FEADER ».

Dépenses sous forme de coûts simplifiés (OCS) :

- Les frais de personnels directs, pris en charge sous forme de coûts unitaires ;
- Les coûts indirects et frais de déplacement, pris en compte sous forme d'un taux forfaitaire respectif de 15% et 5% des frais de personnel directs éligibles.

Les modalités de prise en compte des dépenses sous formes de coûts simplifiés (OCS) sont décrites dans le document «Les règles communes à toutes les aides FEADER » partie « règles communes relatives à la mise en place des options de coûts simplifiés», consultables sur le site du Guide des aides de la Région Auvergne Rhône Alpes <https://www.auvergnerhonealpes.fr/aides>, dans la rubrique « Déposer une demande » du dispositif concerné

4.2. Dépenses inéligibles

Ne peuvent pas être financées les dépenses suivantes :

- Les dépenses inéligibles transversales au FEADER sont consultables dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER » sur le site du Guide des aides de la Région Auvergne Rhône-Alpes <https://www.auvergnerhonealpes.fr/aides>, dans la rubrique « Déposer une demande » du dispositif concerné ;
- Les véhicules standards (utilitaires, remorques) sans aménagement spécifique ;
- Dépenses d'acquisition de foncier bâti ou non
- Travaux de gros œuvre pour toute construction de nouveau bâtiment : construction des fondations, assainissement du bâtiment, construction du soubassement, élévation des murs et réalisation de la toiture. Ne sont pas concernées les extensions (elles sont donc éligibles) ;
- Opérations de voirie lorsqu'elles induisent une imperméabilisation des sols;
- Les dépenses liées au fonctionnement courant de la structure, telles que les dépenses de personnel liées au fonctionnement de la structure assurant des fonctions « support » et n'étant pas spécifiquement affecté au projet, ou le renouvellement de matériel en fin de vie. Celles-ci relèvent des coûts indirects (frais de structure). Seules les dépenses nécessaires à la réalisation de l'opération et comportant un lien démontré avec celle-ci sont éligibles.

4.3. Plancher et plafond de mes dépenses

Pour être éligibles, les projets doivent présenter des dépenses pour un montant devant dépasser 6 000 € HT de dépenses éligibles retenues après instruction. Les dépenses éligibles sont plafonnées à 80 000 €.

ⓘ Seules les dépenses initiées après le dépôt de votre dossier sont éligibles à la subvention. Cette date est rappelée dans votre récapitulatif de demande après saisie de votre dossier en ligne. **Vous devez donc veiller à déposer votre dossier avant le début de réalisation de votre projet.**

ⓘ Les dépenses initiées avant le dépôt de votre dossier peuvent rendre la totalité de votre projet inéligible ; c'est notamment le cas pour les projets ne visant pas une finalité agricole et devant relever d'un régime d'aide d'Etat. Renseignez-vous auprès du service instructeur.

NB : Par dépenses initiées pour la conduite du projet, il faut comprendre tout devis signé, tout bon pour accord, toute commande passée au bénéfice de la mise en œuvre du projet. Seules les études préalables initiées en amont du dépôt du projet peuvent rester éligibles à la subvention.

ⓘ L'attribution d'une subvention n'est pas automatique. Votre demande d'aide peut être rejetée. Aussi, tout commencement des dépenses après le dépôt de votre dossier, mais avant l'éventuelle notification de l'aide attribuée, relève

de votre seule responsabilité.

5 LES ENGAGEMENTS À RESPECTER DANS LE CADRE DE CET APPEL À CANDIDATURES/ PROJETS

❗ Pour bénéficier d'une subvention du FEADER, vous devez impérativement respecter des engagements.

Ceux-ci sont précisés dans le document « Engagements du demandeur » consultable et téléchargeable sur le site du Guide des aides de la Région Auvergne Rhône-Alpes <https://www.auvergnerhonealpes.fr/aides>, dans la rubrique « Déposer une demande » du dispositif concerné. Veuillez les lire attentivement et les accepter lors de la transmission de votre demande d'aide en ligne.

6 MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE L'AIDE POUR MON PROJET

6.1. Financeurs possibles

Cet appel à projets est financé par le FEADER et doit être cofinancé par au moins un autre financeurs publics (Etat, Région, Département, EPCI, ...) ou par le maître d'ouvrage public.

Exemples de cofinanceurs possibles (non exhaustifs)

- Région Auvergne Rhône Alpes
- Les Communautés de Communes (au cas par cas)
- Les communes (au cas par cas)
- DDETS (au cas par cas)
- Fond vert (rénovation de bâtiment, friche)
- Les Départements (au cas par cas)

6.2. Modalité de calcul de l'aide

Le taux d'aide publique (TAP) maximal dépend du statut du porteur de projet

- Pour les **collectivités territoriales, organismes qualifiés de droit public (selon les règles européennes), les structures de l'ESS et associations** :
 - Le **taux d'aide publique maximum** appliqué aux projets sélectionnés est de **80%** de l'assiette des dépenses éligibles HT retenues par le service instructeur. Autrement dit, l'autofinancement des dépenses HT présentées et retenues éligibles à la subvention est de 20 % minimum.
 - L'aide FEADER est plafonnée à 50 000 €.
- Pour tous les autres porteurs de projets,
 - Le **taux d'aide publique maximum** appliqué aux projets sélectionnés est de **80%** de l'assiette des dépenses éligibles HT retenues par le service instructeur. Autrement dit, l'autofinancement des dépenses HT présentées et retenues éligibles à la subvention est de 20 % minimum.
 - L'aide FEADER est plafonnée à 50 % des dépenses éligibles et à 20 000 €.

7 BASE RÉGLEMENTAIRE

- Règlement (UE) n°2115/2021 du 2 décembre 2021 abrogeant les règlements (UE) n°1305/2013 et (UE) n°1307/2013 relatifs au soutien au développement rural par le FEADER ;
- Règlement (UE) n°2116/2021 du 2 décembre 2021 abrogeant le règlement (UE) n°1306/2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune ;
- Plan Stratégique National de la PAC 2023-2027 de la France (PSN) approuvé le 31 août 2022 ;
- Intervention du PSN 77.05 - LEADER ;
- Délibération du Conseil régional n° 2021-07 du 2 juillet 2021 autorisant le Président du Conseil régional à procéder, après avis du comité régional de programmation, à l'attribution et à la mise en œuvre des subventions liées à la gestion des fonds européens dont la Région est l'autorité de gestion ;
- Délibération du Conseil régional n° 2022-10 / 05-8-7058 des 20 et 21 octobre 2022 autorisant le Président à présenter la candidature de la Région Auvergne-Rhône-Alpes en qualité d'Autorité de Gestion Régionale du Feader pour la période de programmation débutant en 2023 et à prendre de façon anticipée tous les actes juridiques préparatoires nécessaires à l'entrée en vigueur du Plan Stratégique National débutant en 2023 ;
- Délibération de la Commission Permanente du 16 décembre 2022 actant la Région comme Autorité de gestion du FEADER ;
- Arrêté régional n°2023/04/00185 du 03/05/2023 portant sélection des stratégies locales de développement au titre du dispositif 501 « Porter un projet LEADER » du programme régional FEADER 2023-2027 Auvergne-Rhône-Alpes ;
- Convention entre la Région Auvergne Rhône-Alpes, Autorité de Gestion Régionale (AGR) du Feader 2023-2027 et le Groupe d'Action Locale (GAL) « GAL Auvergne Rhône-Alpes Terres de Dauphiné » du 18/12/2023 relative à la mise en œuvre du Développement Local mené par les Acteurs Locaux dans le cadre du Plan Stratégique National 2023-2027
- Régime d'aides d'Etat le cas échéant ;
- Vote du comité de programmation en date du 05/02/2026, validant l'AAP

Grille de sélection AAP services et commerces de proximité. La notation du projet a lieu au regard des effets attendus du projets final. Le seuil de sélection est de 60/100							
Critères de sélection			Notation du critère		Note du projet	Commentaires COTER	
Critères communs à tous les appels à projets							
1. Lien à la stratégie locale de développement / 10	Le projet est structurant , répond à la stratégie locale de développement et aux enjeux du territoire (besoin identifié pour le territoire, soutien à la ruralité, ...) et a un effet réel sur le développement du territoire Stratégie locale de développement du GAL : - Faciliter l'échange et la vie locale pour mieux vivre ensemble par l'appropriation du territoire - Accompagner les changements de pratiques vers les transitions , préserver les ressources et favoriser une mobilité douce, responsable et décarbonée - Relocaliser l'économie par l'attractivité et la captation de valeur ajoutée - Favoriser un tourisme écoresponsable 4 saisons accessible à tous les publics		non	-10	10		
			moyennement	2			
			fortement	10			
2. Rayonnement / 2	Quel est le rayonnement du projet ? (zone de chalandise, espace de déroulement, zone d'influence, ...) Nombre de personnes touchées / impactées par le projet		hameau	0	1,5		
			commune	1			
			intercommunale (plusieurs communes)	1,5			
			Inter-territoriale (plusieurs EPCI)	2			
Total Lien à la stratégie et rayonnement / 12					11,5		
3. Innovation / 10	- Dans le rayon d'action (limité à l'échelle du GAL) du projet ci-dessus, le projet contribue à l' émergence de nouveautés (produit, activité, service) - Le projet permet de satisfaire un besoin identifié mais peu ou pas satisfait à l'échelle du territoire - Le Projet met en œuvre une forme originale (nouvelle et / ou non éprouvée) de moyen (organisation, communication, méthode, pratique de travail, process de production, matériaux d'équipements, etc.), ET/OU prévoit un suivi évaluation		non	-5	8		
			moyennement	5			
			fortement	10			
4. Mobilisation des réseaux / 5	- Le projet mobilise du réseau des acteurs de la filière (conception / adaptation du projet) - Le projet prévoit un travail avec des acteurs de secteurs extérieurs à celui du projet (écoles, citoyens, associations du territoire, ...) - Le projet s'appuie sur des démarches de concertation / participation et les met en œuvre		non	0	3		
			moyennement	3			
			fortement	5			
5. Ancrage territorial / 5	Le projet s'articule avec les politiques territoriales (schéma de développement économique, stratégie touristique, redynamisation des centres-bourgs, politique logement, etc.) et/ou met en œuvre un partenariat public / privé formalisé (collectivité locale)		Oui / Non	0 oui : 0 1 oui : 2 2 oui : 5	3		
	Le projet valorise directement OU intègre/utilise une ou plusieurs ressources, un produit, un matériau, un savoir-faire local		Oui / Non				
Total principes LEADER / 20					14		
6. Effet levier de la subvention / 3	L' aide Leader est-elle indispensable à la réalisation du projet ? A analyser en fonction - de la nature du porteur de projet - des autres cofinancements possibles - du montant du projet dans sa globalité		Effet levier neutre		-5	2	
			Effet levier moyen		1		
			L'aide est indispensable		3		
7. Viabilité économique et pérennité / 5	Le porteur de projet anticipe la fin de la subvention , et évalue la viabilité économique sur le long terme du projet. Eléments de justification fournis par le porteur de projet, montrant une démarche de questionnement sur la viabilité économique et pérennité du projet à moyen/long terme.) Le porteur de projet apporte les garanties suffisantes pour mener son projet à terme (financières, ressources humaines, retours d'expériences, ...)		Aucune anticipation	0	3		
			Début de réflexion	2			
			Anticipation par un plan prévisionnel + garanties de réalisation	5			
			Total Effet levier et viabilité / 8				5
8. Transition énergétique et écologique / 20	8.1 Contribution à la transition énergétique	- Le projet permet-il de réduire la consommation d'énergie par des pratiques sobres ? - Améliore-t-il l' efficacité énergétique en utilisant des technologies plus performantes ? - Utilise-t-il ou développe-t-il les énergies renouvelables ?		Contribution négative	-6	6	
				Contribution neutre	0		
				Contribution positive	6		
	8.2 Impact environnemental	- Le projet réduit-il de manière significative les émissions de gaz à effet de serre ? - A-t-il un impact positif ou neutre sur le milieu naturel et la biodiversité ? - Gère-t-il les ressources naturelles de manière durable ?		Impact négatif	-6	0	
				Impact neutre	0		
				Impact positif	6		
	8.3 Contribution aux changements de comportements	- Le projet encourage-t-il des changements de comportements en faveur de la sobriété énergétique ou écologique ? - Met-il en place des actions de sensibilisation ou d'éducation pour favoriser l'appropriation des enjeux écologiques ?		Contribution négative	-6	0	
				Contribution neutre	0		
				Contribution positive	6		
	8.4 Transversalité	Le projet contribue au moins à 2 critères ci-dessus		2	0 à 2	0	
Total transition énergétique et écologique / 20					6		
Total critères transversaux / 60					36,5		

Critères spécifiques à l'appel à projets						
9. Emploi directs / 10	emplois directs : emplois créés directement liés à la structure, au projet	Supprime des emplois	-5	-5 à 10	10	
		Ne crée pas d'emplois, n'en maintient pas	0			
		Crée entre 1 et 2 ETP	5			
		Crée plus de 2 ETP	10			
10. attractivité économique pour le territoire / 10	10.1 Contribution à l' attractivité économique productive (capacité d'un territoire à attirer des activités nouvelles et des facteurs de production)	Contribution neutre	0	0 à 5	3	
		Contribution moyenne	3			
		contribution forte	5			
	10.2 Contribution à l' attractivité économique résidentielle (capacité d'un territoire à attirer des revenus : augmentation de la présence sur le territoire : habitants, touristes, ...)	Contribution neutre	0	0 à 5	3	
		Contribution moyenne	3			
		contribution forte	5			
11. Mobilités / 5	Le projet contribue à limiter les déplacements (réduction du nombre de trajets pendulaires, réduction du nombre de véhicule dormant/occupation de l'espace (parking), réduction du nombre de trajet vers les zones commerciales/d'activité, ...) ou favorise les mobilités durables	Est situé hors d'accès des mobilités durables et favorise l'utilisation de la voiture individuelle	-5	-5 à 5	5	
		Contribution positive moyenne	3			
		Contribution positive forte	5			
12. Polyvalence / 5	Le projet propose des services complémentaires au service principal (Point Relais/Poste/colis, France Service, conciergerie, dépôt de pain, aide au numérique, aide à la formation, culture, ...)	Ne propose qu'un service	0	0 à 5	0	
		Propose un ou quelques service complémentaires mais non manquant sur le territoire	3			
		Propose une multitude de services complémentaires et nécessaires au territoire	5			
13. Cohésion sociale / 5	Contribue à la cohésion sociale - Propose des événements / rassemblements - Met en relation producteurs et consommateurs - Est intergénérationnel - Vient en aide aux demandeurs d'emplois et aux chômeurs longue durée - Propose la gratuité ou la tarification progressive en fonction des revenus La cohésion sociale est "la capacité de la société à assurer le bien-être de tous ses membres, incluant l'accès équitable aux ressources disponibles, le respect de la dignité dans la diversité, l'autonomie personnelle et collective et la participation responsable".	Ne contribue pas à la cohésion sociale	0	0 à 5	3	
		Contribue moyennement à la cohésion sociale	3			
		Contribue fortement à la cohésion sociale	5			
14. Accessibilité / 5	Le projet est accessible Accessibilité : Conception de produits, d'équipements, de programmes et de services permettant l'accès et la libre circulation à toute personne, en incapacité permanente ou temporaire	Est accessible géographiquement (proximité des lieux intermodaux, lieux de vie, ...)	Oui / Non	Oui : 1	4	
		Répond aux besoins des personnes à mobilité réduites (handicaps, poussettes, enfants, ...)	Oui / Non	Oui : 1		
		Est facile d'utilisation (technicité)	Oui / Non	Oui : 1		
		Présente une grande disponibilité (horaires d'ouverture)	Oui / Non	Oui : 1		
		Touche un public large	Oui / Non	Oui : 1		
Total critères spécifiques / 40					28	
Total critères transversaux + critères spécifiques / 100					64,5	